



Le Canada complice des crimes commis en Ukraine

Par [Oscar Fortin](#)

Mondialisation.ca, 27 novembre 2014

[Humanisme](#)

Région : [Le Canada](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Analyses: [Ukraine](#)

Que se passe-t-il vraiment en Ukraine? Pourquoi ce pays dont on n'entendait jamais parler est devenu subitement le centre des grands débats, le prétexte des sanctions contre la Russie et le foyer d'une guerre civile qui a déjà fait plus de 4000 morts et de 9000 blessés? Le Président, légitimement élu, a été chassé du pouvoir par une révolution couleur menée par des groupes nazis, largement soutenus financièrement et militairement par Washington et les pays de l'OTAN.

On se souviendra de [cette conversation téléphonique](#) entre l'ambassadeur des États-Unis en Ukraine et l'assistante du secrétaire d'État en poste à Washington. Une conversation qui a fait scandale à l'époque puisqu'elle mettait au vu et au su de tous l'interventionnisme étasunien en Ukraine pour y placer ses marionnettes à la tête de l'État. L'idée sous-jacente est de faire de l'Ukraine une base militaire stratégique à la porte de la frontière russe.

Le Canada, comme un bon petit caniche tenu en laisse par Washington, fait partie de l'opération et y apporte, en dépit de la crise financière, sa contribution monétaire et militaire. Qu'il y ait des massacres auprès des populations d'origine et de culture russe dans le sud-est de l'Ukraine, ça ne le dérange pas.

Il y a quelques, l'ONU [se disait préoccupée](#) des attaques contre les russophones de l'est de l'Ukraine.

« L'ONU est vivement préoccupée par les informations provenant de l'est de l'Ukraine sur les persécutions ethniques, a communiqué le porte-parole des Nations Unies Stéphane Dujarric pour commenter l'information d'après laquelle des attaques se multipliaient contre la population russophone à Marioupol et dans d'autres villes contrôlées par les militaires ukrainiens. »

C'est dans ce contexte que le président [Poutine a déclaré](#), le 18 novembre dernier, que la Russie ne laisserait pas Kiev (le gouvernement central mis en place par Washington et l'OTAN) exterminer ses adversaires politiques dans le sud-est de l'Ukraine. Il a signalé que les autorités ukrainiennes refusaient le dialogue politique avec les opposants du sud-est.

« Un coup d'État s'est produit à Kiev. Une bonne partie de la population l'a soutenu. Mais une autre, dans le sud-est, ne l'a pas appuyé, en disant : « Nous ne vous reconnaissons pas ». Et au lieu de commencer le dialogue pour expliquer aux citoyens que les autorités centrales à Kiev n'envisageaient rien de mauvais, mais au contraire allaient proposer diverses variantes de coexistence, de développement de l'État commun, qu'elles étaient prêtes à octroyer des droits, au lieu de cela elles ont commencé à les arrêter la nuit. Après ces arrestations, les gens dans le Sud-est ont pris les armes. Et au lieu de s'arrêter là (les

autorités doivent faire preuve de plus de sagesse) et entamer un dialogue, elles ont envoyé l'armée, l'aviation, les blindés, les systèmes de lance-roquettes multiples. Et tout s'est retrouvé dans l'impasse.»

Depuis le printemps dernier, ces combats se poursuivent, laissant derrière eux des centaines de morts et de blessés.

Human Rights Watch [a confirmé](#) que les localités du Donbass étaient pilonnées pendant le cessez-le-feu depuis les territoires contrôlés par les structures fortes ukrainiennes. Les ombudsmans ont présenté le rapport approprié le 12 novembre 2014 à Genève.

Ils ont présenté les faits, les dépositions des témoins et les conclusions des experts à Genève. Ils se montrent prêts à les soumettre à l'examen de l'ONU et de toutes les autres institutions internationales concernées. Or, personne ne s'y intéresse. Selon l'expert du département pour les armements d'HRW Mark Khizney, personne ne lui a demandé ces données. Ce n'est pas le premier rapport dévoilant les crimes de guerre de Kiev contre les civils, souligne le vice-président du Comité international du Conseil de la Fédération auprès du Parlement européen Andrei Klimov.

Des fausses communes [ont été découvertes](#) dans l'est de l'Ukraine, lesquelles attestent de l'extermination de civils sans arme.

« Les corps découverts confirment que les victimes étaient torturées : on coupait les membres aux personnes arrêtées, marquait au fer rouge leurs corps de signes différents, dont les symboles nazis. Ces faits exigent l'ouverture d'une enquête internationale. Pourquoi l'Occident, qui aime invoquer les droits de l'homme se fait si silencieux sur ces crimes commis en Ukraine?

Que fait le Canada devant tous ces faits et crimes?

[RIANOVOSTI](#) nous apprend que le Canada accorde une aide militaire non létale de 8M EUR (soit 11 millions de dollars canadiens) au gouvernement de Kiev. L'article précise que le Canada a déjà octroyé 55 millions de dollars d'aide à Kiev en envoyant notamment 32 tonnes d'équipements militaires. Kiev a également reçu en crédit canadien 200 millions de dollars pour le financement du budget ukrainien, le 30 septembre dernier. Tout ceci sans parler de nos CF-18 qui se déploient dans la région sous le couvert de l'OTAN.

Le Canada, par sa participation à cette guerre interne en Ukraine ne se fait-il pas complice des crimes commis contre l'humanité par ceux-là mêmes qu'il arme et appuie financièrement ? Est-ce vraiment ce que veulent les Canadiens et les Canadiennes? Le Canada serait-il devenu un délinquant international par ses politiques interventionnistes et ses contributions militaires et financières à des groupes et gouvernements d'inspiration nazis? Son vote contre la proposition russe réclamant la non glorification du nazisme nous donne peut-être un début de réponse.

Oscar Fortin

27 novembre 2014

[Pauvre Canada](#)

<http://humanisme.blogspot.com>

<http://reseauinternational.net/les-documents-du-financement-americaain-et-de-la-formation-d-e-larmee-ukrainienne/>

<http://fr.ria.ru/world/20141127/203090503.html>

À lire également les derniers développements sur les conditions des droits de l'Homme:

Droits l'homme dans le sud-est d'Ukraine : Moscou préoccupé

<http://fr.ria.ru/world/20141119/203024905.html>

Le Secrétaire général du Conseil de l'Europe : préoccupés du respect des DH

<http://fr.ria.ru/world/20140904/202338494.html>

DONETSK : au bord de la famine

<http://fr.ria.ru/world/20140819/202197814.html>

Services publics suspendus Est de l'Ukraine :risques humanitaires

<http://fr.ria.ru/world/20141127/203096029.html>

Le Canada se fait l'allié des auteurs de ces crimes.

La source originale de cet article est [Humanisme](#)

Copyright © [Oscar Fortin](#), [Humanisme](#), 2014

Articles Par : [Oscar Fortin](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca